



La directrice de RFI, Cécile Méjia (c) avec le journaliste Ando Rakotovoahangy (g) et le technicien radio Hamitrimony Jhony Mary Ralamambo, les deux lauréats de la deuxième «Bourse Gislaine Dupont et Claude Verlon». Antananarivo, le 2 novembre 2015.

Au cours de la dernière décennie, plus de 700 journalistes ont été tués parce qu'ils informaient le public. Fait inquiétant : sur dix crimes commis contre des professionnels des médias pendant la décennie écoulée, seul un a abouti à une condamnation. Cette impunité non seulement enhardit les criminels, mais aussi décourage la société, y compris les journalistes eux-mêmes. L'impunité favorise l'impunité et alimente un cercle vicieux.

À sa 68e session, en 2013, l'Assemblée générale des Nations Unies a adopté la [résolution A/RES/68/163](#)

qui a proclamé le 2 novembre Journée internationale de la fin de l'impunité pour les crimes commis contre des journalistes. Cette résolution a exhorté les États Membres à prendre des mesures précises pour combattre la culture actuelle d'impunité. La date a été choisie en mémoire de l'assassinat de deux journalistes français au Mali le 2 novembre 2013.

Cette résolution historique condamne toutes les attaques et violences perpétrées contre des

journalistes et des travailleurs des médias. Elle exhorte également les États Membres à faire tout leur possible pour prévenir cette violence, en faire rendre compte, traduire en justice les auteurs des crimes commis contre des journalistes et des travailleurs des médias, et veiller à ce que les victimes disposent de recours appropriés. Elle demande en outre aux États de promouvoir un environnement sûr et propice dans lequel les journalistes puissent effectuer leur travail de manière indépendante et sans ingérence indue.



Message de M. Ban Ki-moon, Secrétaire général de l'ONU **2 novembre 2015**

Nous célébrons aujourd'hui la mémoire des journalistes et professionnels des médias qui ont perdu la vie dans l'exercice de leur métier.

Plus de 700 journalistes ont été tués au cours des 10 dernières années, soit un journaliste tous les cinq jours, simplement parce qu'ils s'efforçaient d'informer le public et de le tenir au courant des nouvelles.

Beaucoup périssent accidentellement dans les conflits dont ils assurent si courageusement la couverture. Mais ils sont trop nombreux à avoir été assassinés pour la seule raison qu'ils voulaient faire connaître la vérité et qu'on les a réduits au silence. Seulement 7 % de ces cas sont élucidés, et moins d'un sur 10 de ces crimes fait l'objet d'une enquête en bonne et due forme.

Dans un tel climat d'impunité, les journalistes ont de plus en plus peur et certains gouvernements n'ont aucun mal à exercer leur censure.

Nous devons redoubler d'efforts pour inverser cette tendance et faire en sorte que les journalistes puissent faire leur métier en toute liberté. Les journalistes ne devraient pas avoir à s'autocensurer parce qu'ils craignent pour leur vie.

La Journée internationale de la fin de l'impunité pour des crimes commis contre des journalistes a été proclamée par l'Assemblée générale des Nations Unies pour faire comprendre qu'il est urgent de protéger les journalistes et pour honorer la mémoire des deux journalistes français qui ont été assassinés au Mali le 2 novembre 2013.

Je félicite l'UNESCO d'avoir lancé le Plan d'action des Nations Unies sur la sécurité des journalistes et la question de l'impunité, qui représente un puissant dispositif au sein duquel les organismes des Nations Unies, les gouvernements, la société civile, les universitaires et les médias peuvent unir leurs efforts.

Ensemble, nous devons briser le cycle de l'impunité et garantir le droit des journalistes à dire la vérité, sans avoir à craindre ceux qui occupent des positions de pouvoir.

www.madagate.org